

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 12 - 6 janvier 2009

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es.

Forum Social Mondial 2009, Belém do Para, Brésil - Déclaration de l'Assemblée des Femmes

1 - Pétition pour soutenir le Planning Familial

2 - L'affaire exemplaire de Kostantina Kouneva secoue la société grecque

3 - Croatie : Une jeune femme hospitalisée en institution psychiatrique de force et illégalement en raison de sa seule orientation sexuelle

4 - Un viol est un acte de domination, non un acte de désir ! - ECVF

5 - La parité impossible : c'est la faute des femmes !

Forum Social Mondial 2009, Belém do Para, Brésil **Déclaration de l'Assemblée des Femmes**

Lorsque cette année, le FSM s'unit à la population de la Pan-Amazonie, nous, femmes de différentes parties du monde réunies à Belém, nous affirmons la contribution des femmes autochtones et des femmes de tous les peuples de la forêt comme sujet politique qui vient enrichir le féminisme à partir de la diversité culturelle de nos sociétés et avec nous, rendre plus forte la lutte féministe contre le système patriarcal capitaliste globalisé.

Le monde aujourd'hui, assiste à des crises qui montrent la non viabilité de ce système. Les crises financières, alimentaire, climatique et énergétique ne sont pas des phénomènes isolés, mais représentent une même crise de modèle mue par la surexploitation du travail et de la nature et par la spéculation et financiarisation de l'économie.

Face à ces crises, les réponses palliatives basées encore dans la logique du marché ne nous intéressent pas. Ceci ne peut seulement mener qu'à une survie du même système. Nous avons besoin d'avancer dans la construction d'alternatives. Pour la crise climatique et énergétique, nous rejetons la solution des agro-combustibles et du marché de crédits de carbone. Nous, femmes féministes, nous proposons le changement du modèle de production et de consommation.

Pour la crise alimentaire, nous affirmons que les transgéniques ne représentent pas une solution. Notre proposition est la souveraineté alimentaire et la production agro-écologique.

Face à la crise financière et économique, nous sommes contre les millions retirés des fonds publics pour sauver les banques et les entreprises. Nous, femmes féministes, revendiquons la protection au travail et le droit à un revenu digne.

Nous ne pouvons accepter que les tentatives de maintien de ce système soient faites sur notre dos de femmes. Les démissions en masse, la réduction des dépenses publiques dans le social et l'affirmation renouvelée du modèle productif affecte directement nos vies et qu'il augmente le travail de reproduction durable de la vie.

Pour imposer son emprise sur le monde, le système recourt à la militarisation et à la course aux armes ; il invente des confrontations/génocides qui font des femmes des butins de

guerr, et il assujeti leurs corps à la violence sexuelle comme arme de guerre dans les conflits armés. Il expulse les populations et les oblige à vivre comme réfugiées politiques ; il laisse dans l'impunité la violence contre les femmes, le féminicide et d'autres crimes contre l'humanité qui se succèdent quotidiennement dans le contexte des conflits armés.

Nous féministes, proposons des transformations profondes et radicales des relations entre les êtres humains et avec la nature, la fin de la lesbophobie, du patriarcat heteronormatif et raciste.

Nous exigeons la fin du controle sur nos corps et nos sexualités. Nous revendiquons le droit de decider en liberté sur nos vies et les territoires que nous habitons. Nous voulons que la reproduction de la société ne se fasse pas à partir de la super-exploitation des femmes.

Dans la rencontre de nos forces, nous nous solidarisons avec les femmes des régions des conflits armés et en guerre. Nous joignons nos voix à celles de nos compagnes d'Haiti et nous répudions la violence pratiquée par les forces militaires d'occupation. Notre solidarité aux Colombiennes, Congolaises, et tellement d'autres qui résistent tous les jours aux violences des militaires et milices impliqués dans les conflits de leurs pays. Notre solidarité avec les Iraquiennes qui font face à la violence de l'occupation militaire nort-américaine.

Actuellement et spécialement, nous nous solidarisons avec les femmes de Palestine qui sont dans la Bande de Gaza sous l'attaque militaire d'Israel. Et nous nous joignons à toutes celles qui luttent pour la fin de la guerre au Moyen-Orient.

Dans la paix comme dans la guerre, nous nous solidarisons avec les femmes victimes de la violence patriarcale et raciste contre les femmes noires et contre les jeunes.

De la même manière, nous manifestons notre appui et solidarité à chacune des compagnes qui sont en lutttes de résistance contre les barrages, les marchands de bois, les entreprises minératrices et les mégas-projets en Amazonie et autres parties du monde. Elles sont persécutées pour leur opposition légitime à l'exploitation. Nous nous joignons aux lutttes pour le droit à l'eau.

Nous nous solidarisons avec toutes les femmes qui sont criminalisées pour pratique de l'avortement ou parce qu'elles défendent ce droit. Nous reforçons notre compromis et convergeons nos actions pour résister à l'offensive fondamentaliste et conservatrice, et pour garantir que toutes les femmes qui en ont besoin aient le droit à l'avortement légal et en sûreté.

Nous nous joignons aux lutttes pour l'accès des femmes porteuses de déficiences et pour le droit d'aller et de venir des femmes migrantes.

Pour nous et pour toutes, nous continuerons notre compromis de construire le mouvement féministe comme une force politique contre-hégémonique et comme un instrument des femmes visant la transformation de leurs vies et de nos sociétés, appuyant et renforçant l'auto-organisation des femmes, le dialogue et l'articulation avec les lutttes des mouvements sociaux.

Nous serons toutes, dans le monde entier, le 8 mars prochain et durant la Semaine d'Action Globale de la Marche Mondiale des Femmes de 2010, à nous confronter au système patriarcal et capitaliste qui nous opprime et nous exploite. Dans les rues et dans nos maisons, dans les forêts, dans les champs et plantations, dans le cheminement de nos lutttes et dans le quotidien de nos vies, nous maintiendrons notre rébellion et mobilisation.

Belém, 1er février 2009

MOBILISATIONS

1 - Pétition pour soutenir le Planning Familial

Pour la défense du droit à l'information, à l'éducation à la sexualité, pour toutes et tous »

L'Etat doit assurer sa responsabilité nationale pour l'information, l'éducation à la sexualité, et la prévention pour toutes et tous conformément à l'article 1 de la Loi 73-639 du 11 juillet 73.

L'Etat ne doit pas supprimer les lieux d'écoute et de parole, mais les développer.

L'Etat ne doit pas supprimer les interventions collectives, mais les développer.

L'Etat doit donner aux associations qui assurent ces missions, les moyens aujourd'hui nécessaires, pour le développement de leurs activités et de leurs interventions.

Tous ces acquis sont récents, ces droits sont fragiles, Nous avons lutté pour les obtenir.

Luttons ensemble pour les défendre !

<http://www.planning-familial.org/petition-defense-loi-neuwirth>

2 - L'affaire exemplaire de Kostantina Kouneva secoue la société grecque

Note de la MMF : cette horrible affaire date déjà du mois de décembre.

Femme, immigrée, nettoyeuse et syndicaliste de combat : victime d'un attentat patronal d'assassinat au vitriol en décembre 2008 !...

Malgré le silence persistant des chaînes de TV, la tentative d'assassinat au vitriol contre la syndicaliste immigrée (Bulgare) Kostantina Kouneva, secrétaire général du syndicat des nettoyeuses de la région d'Athènes, a secoué l'opinion publique et est en train de mettre le feu aux poudres aux fondements de la société grecque. Meetings, manifestations, occupations des bâtiments publics et autres actions de protestation exemplaires se succèdent à Athènes, Thessalonique et des villes de province, tandis que se multiplient les actes de solidarité des citoyens « anonymes » à la victime et son syndicat.

L'émotion des uns et la rage des autres sont facilement compréhensibles si on tient compte que cette affaire est exemplaire de tout point de vue. D'abord, à cause de l'extrême barbarie des assassins : ils ont déversé une énorme quantité de vitriol non seulement sur le visage mais aussi dans la bouche de la victime qui n'a plus ni estomac ni œsophage. Ensuite, en raison du fait que cette victime est à la fois non seulement femme et immigrée, mais aussi dirigeante d'un syndicat qui organise les plus exploitées et opprimées des précaires, et est à l'avant poste du syndicalisme de classe et de combat !

Mais, l'exemplarité de cette affaire s'explique mieux quand on sait qu'on a ici une tentative d'assassinat annoncée, l'aboutissement d'une très longue série des menaces et des violences de tout ordre, d'une véritable terreur patronale ayant comme cible Kostantina et ses camarades ! Et tout ça de la part d'un patronat mafieux très lié à cette social-démocratie néolibérale qui a introduit et généralisé la sous-traitance au secteur public sous les gouvernements Simitis (1996-2004) : le patron de Kouneva a été candidat préfet du PASOK aux dernières élections préfectorales...

En somme, cette affaire, arrivant juste après la grande révolte de la jeunesse, contient tous les ingrédients d'un cocktail social et politique plus qu'explosif ! Mais, à une condition : que la réaction en solidarité avec Kouneva et son syndicat et contre la terreur patronale soit massive et se fasse dans l'unité. D'ailleurs, c'est ce que demandent les camarades de Kostantina, c'est ce que souhaite la société grecque révoltée. Alors, unité d'action sans aucune exclusion de tous ceux qui allant de Syriza à l'extrême gauche et même aux libertaires et autonomes se mobilisent déjà pour préparer une riposte d'envergure digne de la

colère populaire provoquée par la barbarie du crime accompli. Tant en Grèce que partout en Europe...

Georges Mitralias

Communiqué de presse 25/12/2008

Lundi 22 décembre 2008, vers 24 h 10, Kostantina Kouneva, secrétaire générale de l'Union d'Attique des Nettoyeuses et du Personnel Domestique, rentrant chez après son travail a subi un attentat contre sa vie avec de l'ACIDE. Elle est hospitalisée dans un état critique à l'unité des soins intensifs de l'hôpital Evangelismos, ayant subie des lésions graves aux yeux et au visage, avec comme conséquence la perte de la vue d'une œil et des lésions permanents a d'autres organes vitaux. Sa vie est en danger.

Kostantina est femme, mère d'un enfant, travailleuse, syndicaliste et immigrée. Mais tout ça ne lui suffisait pas, elle voulait et persistait à être une vraie syndicaliste luttant pour les droits des travailleurs. Une telle insolence ne pouvait être tolérée. Elle devait être ciblée et punie !!!

Kostantina et le syndicat des nettoyeuses essayent et insistent depuis des années à tirer le rideau et à dévoiler tout ce qui est caché derrière les sous-traitances, plus spécialement aux services publics. Silence !!! L'Etat dort et ne comprend pas ! Les directions des organismes, des entreprises, des hôpitaux dorment et ne comprennent pas. Le syndicalisme officiel ne comprend pas !

Chaque jour, sont perpétrés des petits et des grands crimes, les droits de l'homme sont bafoués, la dignité humaine est raillée et tous feignent de ne pas comprendre. Le ministre, l'administrateur de l'hôpital, le président de l'organisme répondent d'une même voix « moi cela ne me concerne pas ». Mais, tous les droits du travail sont bafoués, ils ne nous donnent nos timbres des assurances-sociales, ils ne nous payent pas les heures qu'on a travaillées, ils nous obligent à signer des feuilles blanches avec des salaires qu'ils nous ont jamais donnés, avec l'embauche nous signons en même temps notre départ de plein gré, ils déclarent des heures fictives, ils ne nous payent pas les heures supplémentaires, ils n'accordent pas la pénibilité et nous ne pouvons pas fonder nos droits a la retraite, ils nous harcèlent psychologiquement nous faisant chanter avec des licenciements et des « listes noires ».

Les contremaitres et les chiens de garde des sous-traitants mettent sur pied des syndicats patronaux pour qu'ils nous représentent. Nous le dénonçons quotidiennement aux services de contrôle, a la Sécurité Sociale, aux plus hautes instances syndicales. Nous introduisons des actions en justice, collectives et individuelles. Nous demandons des donnés concernant nos rapports de travail et ils invoquent la non-divulgarion des donnés personnels !!! Quand nous arrivons, après mille efforts, à approcher les bureaux ministériels pour que soit appliqué ce qui est évident et pour que change le régime qui permet aux patrons des entreprises publiques et privées d'avoir recours à des pratiques dignes de la Cosa Nostra, ils ne comprennent pas même si nous dénonçons aux ministres que les sous-traitants du nettoyage font les mêmes saloperies dans leurs propres ministres aussi !!! Et nous sommes traitées plus ou moins de la même façon par l'Inspection du Travail et le Centre de Prévention des Dangers Professionnels quand on leur demande d'inspecter nos lieux de travail. Il y a un énorme dossier sur nos actions. LA REPONSE EN ACTES DE TOUS EST TOUJOURS LA MEME : CELA NE NOUS CONCERNE PAS !!!

Mais, est-il possible que dans votre ministère, dans votre hôpital, dans votre entreprise publique des bus urbains où travaillait Kostantina...ne soient pas appliquées même ces lois et règlements incomplets, qu'il y ait des ilots noirs des sous-traitants ? Leur réponse est

désarmante ! « Nous passons commande et nous payons les sous-traitants pour qu'ils nettoient. C'est leur affaire de choisir avec qui ils travaillent, cela ne nous concerne pas ». Kostantina a déclaré la guerre à tout ce pouvoir et c'est pourquoi ils lui ont donné cette réponse odieuse !!!

Kostantina est en danger, elle est pour le quatrième jour aux soins intensifs et aucune procédure n'est encore mise en marche pour faire découvrir les coupables ! Ils vont encore une fois tenter de répondre : cela ne nous concerne pas. Mais, nous allons insister, nous tirerons de nouveau le rideau autant qu'il le faudra, et nous allons dévoiler tout ce qui se cache derrière. Ils ont essayé d'assassiner Kostantina ET CELA NOUS CONCERNE !!!

Nous appelons tous les travailleurs grecs et immigrés, la jeunesse qui est descendue dans les rues, chaque homme honnête et digne à manifester sa solidarité et son soutien. Démasquons les auteurs moraux et matériels qui se cachent derrière la tentative d'assassinat contre Kostantina.

- Démasquons tous ceux qui nous tuent chaque jour parce que nous tous grecs et immigrés Cela nous concerne !!!
- Nous appelons le gouvernement d'assumer ses responsabilités.
- Les coupables doivent être découverts et exposés tout de suite.
- Il faut appliquer les droits des travailleurs et casser les ghettos de travail des sous-traitants du nettoyage.
- Hors des ministères et des services publics les sous-traitants esclavagistes.
- Nous appelons tous les syndicats, toutes les collectivités et les travailleurs des mass media à nous soutenir activement.

Dévoiler le crime odieux est un devoir moral pour chaque être humain civilisé.

Le silence c'est la complicité !!!

Union d'Attique des Nettoyeuses et du Personnel Domestique

Email : pekop1999@gmail.com

Forum : <http://www.pekop.formyjob.net>

Adresser vos contributions d'aide a la famille de Kostantina Kouneva au compte bancaire suivant de la Banque du Pirée (Trapeza Pireos) : Decheva Elena Todor, Kuneva Kostadina, 5012 - 019021-277

DECHEVA ELENA TODOR

Attaque à l'acide contre une responsable syndicale en Grèce

Konstantina Kouneva, secrétaire générale de l'AUCDW (Union des employés de nettoyage et travailleurs domestiques) a été brutalement attaquée dans la nuit du 22 décembre , près de son domicile à Athènes. Selon de brefs échos de presse, des inconnus lui ont jeté de l'acide au visage.

Les employés syndiqués à l'AUCDW sont soumis à un régime particulièrement dur. Le principal employeur dans cette branche est contractant avec de grosses entreprises comme «Hellenic Vehicles Industry» tristement connue pour ses entorses à la législation en matière d'assurances. L'AUCDW a porté plainte à plusieurs reprises auprès des autorités mais en vain.

Communiqué IFE

L'Initiative Féministe Européenne condamne avec la plus grande force cet acte d'une extrême violence. Les attaques à l'acide sont utilisées d'un bout à l'autre de la planète contre les femmes qui luttent pour défendre leurs droits et leur liberté ! Il s'agit d'un acte relevant de la violence de genre, qui défigure définitivement et visent à terroriser les femmes

physiquement, psychologiquement et socialement . L'état de Konstantinova était critique, elle a la vie sauve mais elle a perdu la vision d'un côté et les médecins tentent de sauver son autre œil.

Dans un contexte d'intimidations répétées contre les dirigeants syndicaux, la direction de l' AUCDW a dénoncé la responsabilité des employeurs dans l'attaque de leur secrétaire générale . L'aggravation de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale génère des atteintes d'une violence accrue contre les militants des droits humains, il nous faut réagir vite et fort contre de tels crimes.

En tant que féministes, nous joignons notre voix à celle des démocrates hommes et femmes pour condamner cet acte et exprimer notre solidarité à Konstantina et à ses collègues. Nous l'assurons de notre soutien féministe le plus sincère pour le courage dont elle témoigne dans sa lutte pour une vie décente.

Un mouvement de solidarité internationale doit être la réponse à de tels crimes.

Coordination Européenne de l'IFE-EFI - 12 décembre 2008

3 - Croatie : Une jeune femme hospitalisée en institution psychiatrique de force et illégalement en raison de sa seule orientation sexuelle

Ana Dragic`evic´, jeune femme de 21 ans a été placée à l'âge de 16 ans, par ses parents, dans l'hôpital psychiatrique de Lopac`a, à côté de Rijeka en Croatie. Ses parents avaient découvert qu'elle avait une petite amie et refusaient son orientation sexuelle.

Il a été établi depuis qu'il n'y avait jamais eu le moindre élément légal pour justifier de son hospitalisation forcée, en particulier après l'âge de 18 ans.

Ana a subi au cours de son hospitalisation contrainte, un traitement inhumain.

L'association LGBTIQ Coordination of Croatia exige des institutions judiciaires et gouvernementales croates d'instruire ce dossier et de juger les personnes responsables des violences infligées à Ana pendant toute son adolescence, qu'il s'agisse des responsables de l'hôpital comme de ses parents.

L'association en appelle à un soutien international pour réparer le préjudice subi par Ana mais également pour empêcher à l'avenir tout cas similaire en Croatie.

L'association procède également à une collecte de fonds pour aider Ana à vivre et entreprendre des études.

Christine Le Doaré - Présidente du Centre LGBT Paris IDF

Contact : Lesbian Organization Rijeka, LORI“

Address: Dolac 8, 51 000 Rijeka, Croatia - Phone/fax: +385.51.212186 - GSM :

+385.91.5934133

E-mail: loricure@yahoo.com- URL: www.lori.hr ; - <http://www.obitelj-bez-predrasuda.info>

Coordonnées bancaires pour les dons en provenance de l'étranger :

PRIVREDNA BANKA ZAGREB D.D. - 10000 Zagreb, Rac`kog 6, Hrvatska/Croatia

Bank account belonging to:

Lezbijska organizacija Rijeka „LORI“ (Lesbian Organization Rijeka LORI)

Dolac 8, 51 000 Rijeka, Hrvatska/Croatia

Account number: 703000-128379 - SWIFT CODE: PBZGHR2X - IBAN: HR61 2340 0091 1170 14659

TEXTES

4 - Un viol est un acte de domination, non un acte de désir ! - ECVF

L'association nationale « Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes » (ECVF) dénonce fermement les propos de Silvio Berlusconi et les « circonstances atténuantes » qu'il concède aux violeurs.

Après deux viols récemment médiatisés en Italie, Silvio Berlusconi livre son analyse de la situation : l'Italie compte tant de belles femmes que même un Etat policier ne pourrait mettre en oeuvre des moyens nécessaires à la protection de chacune d'entre elles. Il en conclut que la lutte contre le viol, c'est mission impossible !

En Italie, comme en France et ailleurs dans le monde, on suggère que ce sont les femmes qui sont à surveiller, non les criminels sexuels.

En Italie, comme en France et ailleurs dans le monde, les criminels sexuels bénéficient d'une étrange bienveillance qui les soulage de la responsabilité de leurs actes pour la transférer sur les victimes, très majoritairement des femmes. Celles-ci sont coupables d'être, d'avoir ou de faire trop :

- Elles sont trop belles, trop provocantes, trop libres, ou trop faciles?
- Elles ont des tenues trop courtes, trop serrées ou trop sexy?
- Elles sortent trop tard ou trop seules.

Les criminels sexuels, eux, ne seraient que des amoureux éperdus de désir, voire d'amour ; ou alors, des hommes, des vrais, avec des besoins et des pulsions d'hommes !

Cet injuste renversement de la responsabilité dit aux femmes :

- « Restreignez votre champ de liberté, ou gare à vous ! »

Il dit aux criminels sexuels :

- « Allez-y, ne craignez rien ! Entre hommes, on se comprend : on vous couvrira ».

Les criminels sexuels ne désirent pas leurs victimes. Ils ne les aiment pas, non plus. Ils les violent pour affirmer une domination, pour les contrôler et les détruire.

Les dernières enquêtes estiment le nombre annuel de femmes victimes de viol en France à 397 800, soit 1 090 viols par jour. Il leur faut du courage et de la persévérance pour faire valoir leurs droits et se reconstruire. Elles méritent le respect de chacun/e de nous. Toute forme de complicité envers leur(s) violeur(s) est une violence supplémentaire.

ECVF appelle les élu/es à la vigilance et à la fermeté, dans les assemblées territoriales comme dans les assemblées nationales, afin que la règle soit le respect des victimes et la responsabilisation des criminels et de leurs complices.

5 - La parité impossible : c'est la faute des femmes ! Florence Montreynaud Présidente des Chiennes de garde

Les bonnes ménagères s'occupent de leur intérieur, les bonnes mères de leurs enfants. Comment une femme cumulant maison, enfants et profession peut-elle oser ajouter un engagement supplémentaire (politique, syndical, associatif, etc.) ? Ne vaudrait-il pas mieux que ces autres champs d'activité soient réservés aux personnes qui n'ont à s'occuper ni de la maison ni des enfants, et donc ont ainsi du temps et l'esprit libres : les hommes ?

On croyait ces propos archaïques dépassés, et pourtant...N'est-ce pas ce qu'explique le 8 janvier dernier le président de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*), Jean-François Dhainaut ? À une question soulevant le problème

de non-respect de la parité dans les commissions d'évaluation de l'AERES, dont les membres sont nommés par le ministère, il répond : « Les femmes en plus de leur métier doivent s'occuper de la maison, des enfants. Elles n'ont donc pas de temps à consacrer à l'AERES. » Ainsi, un président d'une agence chargée d'évaluer l'ensemble des diplômes et de la recherche en France justifie-t-il le fait que les femmes soient limitées aux tâches ménagères, et ne prennent pas part à la sphère publique... Inquiétant !

Ces propos ont été dénoncés par le SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur), ainsi que par plusieurs groupes de femmes scientifiques. Les Chiennes de garde, association féministe, s'associent à ces réactions critiques. Avec des responsables scientifiques comme M. Dhainaut, la parité est mal partie !